

**François RISACHER**

Evaluateur des Domaines

**Audrey GALLIN-MARTEL**Fonctionnaire d'Etat  
(suppléante)**CANDIDATS DU****PARTI OUVRIER INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE**

## Macron et son gouvernement capitaliste veulent amplifier la politique de démolition des droits de la population et des services publics mise en œuvre par Hollande-Valls

Depuis plus de 30 ans, les gouvernements successifs appliquent les directives de l'Union européenne (UE), véritable état major des capitalistes, banques et multinationales. Les conséquences, nous les vivons chaque jour : licenciements, privatisations massives (Poste, EDF, SNCF...), démantèlement des services publics, de l'école, de la santé, attaques frontales contre les droits des salariés, baisse du coût du travail, démolition des retraites et de la sécurité sociale.

Les plans d'austérité se succèdent au nom d'une dette qui n'est pas celle de la population. Plus de 100 milliards sont offerts chaque année aux entreprises, aux banques et à la rente, en intérêts, exonérations fiscales et sociales.

Macron, président illégitime, dont moins de 20 % de la population adhère à son programme, entend aller encore plus loin dans cette voie.

### Dans l'Essonne, les effets de cette politique sont considérables :

#### Loi Touraine-GHT : fermeture de 400 lits d'hôpitaux et suppression de 500 emplois !

100 000 lits d'hôpitaux supprimés en France par les gouvernements successifs ont fait d'une simple épidémie de grippe cet hiver une catastrophe ! Et ils continuent ! 16 000 nouvelles suppressions de lits et 22 000 suppressions d'emplois en France sont programmées dans le cadre des GHT (Groupement Hospitalier de Territoire). Dans l'Essonne, cela signifie 2 GHT (nord et sud) à la place des 10 hôpitaux. Le GHT sud a déjà subi une première vague de suppressions de lits et d'emplois.

Le GHT nord verra la construction d'un hôpital à Saclay et la fermeture des hôpitaux de Juvisy, Longjumeau et Orsay entraînant la suppression de 400 lits et de 500 emplois. Macron entend développer l'autonomie des hôpitaux pour en faire des entreprises rentables et étendre les GHT aux établissements privés.

**Nous sommes candidats pour l'abrogation des lois Touraine et Bachelot, l'annulation des plans de fermeture, la réouverture des lits et la réimplantation des emplois supprimés.**

#### Fermeture massive des bureaux de postes, agences EDF, trésoreries, des accueils CPAM et CAF !

63 bureaux de postes sont menacés de fermeture, 10 agences EDF ainsi que des centres de paiement et des accueils de la Sécurité sociale et de la CAF. Un tiers des trésoreries des Finances publiques ont été fermées en trois ans ! Avec ses 60 milliards d'euros d'économie et les 120 000 postes en moins dans les services publics, Macron entend amplifier

le mouvement engagé par Hollande-Valls avec le « Pacte de responsabilité » de 40 milliards d'économie.

**Nous sommes candidats pour le retour au monopole et dans le service public de la Poste, d'Edf, de la SNCF... pour la réouverture de tous les services publics fermés par les plans d'austérité successifs.**

#### Loi El Khomri : 60 000 salariés sont touchés par le chômage dans le 91 ! Combien d'autres subiront licenciements, précarité, baisses de salaire avec l'application de la loi « Travail » ?

Les droits des travailleurs, codifiés dans le Code du travail et les conventions collectives, seraient remplacés par des sous-droits dérogatoires (salaires, temps de travail...) pour chaque entreprise et décidés par les patrons.

Contre la grande majorité du peuple, contre les millions qui ont manifesté en 2016, Valls a utilisé l'Article 49-3 de l'arsenal anti-démocratique de la V<sup>e</sup> République pour faire passer sans vote cette loi scélérate. M. Valls soutient le programme de Macron dont l'objectif est d'achever par ordonnances la liquidation des droits collectifs des travailleurs.

Le MEDEF a demandé à Macron d'aller vite pour tenter d'avorter toute opposition des travailleurs et de leurs organisations.

**Nous sommes candidats pour l'abrogation de la loi El Khomri, pour la préservation du Code du travail, des conventions collectives et des statuts qui constituent nos droits collectifs.**

**Pour l'unité des travailleurs et des organisations afin de bloquer les plans destructeurs de Macron, président illégitime au service des capitalistes.**

**Pour la construction d'un parti ouvrier. Prenez contact avec le POID.**



# Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, **nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier**, qui, rompant avec la V<sup>e</sup> République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- réouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste, et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc...

À la V<sup>e</sup> République, régime antidémocratique avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, **nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine** de délégués élus mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

À l'Union européenne, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, **nous opposons la nécessité d'abroger les traités**, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples) et des directives et des traités.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier. **Rejoignez-nous !**  
Lisez chaque semaine *La Tribune des travailleurs*.

**Le 11 juin, votez pour François RISACHER et Audrey GALLIN-MARTEL.**

(Vous trouverez les bulletins de vote de François RISACHER et Audrey GALLIN-MARTEL dans les bureaux de vote).

À la volonté du gouvernement Macron d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, **nous opposons la défense de l'indépendance** des organisations syndicales.

A la politique de guerre, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – **nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises** de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI).

A la coalition des exploiters, des patrons et des gouvernants à leur service, **nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général », **nous opposons la lutte de classe**, car la lutte de classe c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes avec leurs propres organisations sur leur propre terrain pour défendre leurs droits et leurs garanties.

À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, **nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre**, d'organisations de classe.

**PARTI OUVRIER**  
INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE

POUR LE SOCIALISME,  
LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE  
POUR L'INTERNATIONALE  
OUVRIÈRE